

## Dossier euro : sauver les peuples grec et européen, ou les banques ?

### Qu'ils paient donc leurs impôts !

Ce deuxième numéro spécial de *La Lettre* du Conseil scientifique d'Attac-France, après celui de janvier 2010 consacré à la Conférence sur le climat de Copenhague, rassemble quelques-unes des analyses portant sur la « crise » grecque et ses ressorts. Ce n'est pas totalement un hasard qu'il arrive après l'avis de tempête que nous lançions après Copenhague. Dans la tempête d'aujourd'hui, *La Lettre* veut faire tout ce qui est en ses moyens pour continuer à alerter et contribuer ainsi à la mobilisation, seule capable de faire face à la détermination de ceux qui tenteront pour préserver leurs privilèges. Lucie Aubrac nous a légué cette chaleureuse instruction visionnaire « Le mot résister doit toujours se conjuguer au présent » ! Pour contribuer à éclairer cette indispensable résistance, sont présentés dans ce numéro spécial un grand nombre de références à des articles ou ouvrages d'auteurs, dont les vues ne sont pas uniformes, mais dont beaucoup sont des habitués de *La Lettre*. À ces analyses ont été ajoutés quatre documents officiels de l'Union européenne.

Madame Lagarde a bien raison, « [Ils] devraient commencer par s'entraider collectivement, en payant tous leurs impôts » ; il est vrai que cette admonestation qu'elle confiait le 25 mai 2012 au journal *The Guardian* visait spécifiquement « les Grecs » ! On peut supposer que seule la pudeur a conduit la directrice générale du FMI à ne pas nommer ceux à qui s'adressait cette vertueuse recommandation : les armateurs grecs, l'Église grecque et l'industrie grecque de l'armement, à propos desquels plusieurs évaluations soulignent que les montants détenus par ces agents économiques dans des banques étrangères, notamment suisses, représenteraient un montant sensiblement supérieur aux 350 milliards d'euros de la dette publique de la Grèce. Cet appel à la coopération est du meilleur aloi...

Que nous explique la Troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Union européenne) ? En raison de la très grave crise qui secoue le monde – les *Key indicators 2011* de la Banque mondiale indiquent un PIB/tête mondial ayant diminué de 3 % entre 2008 et 2009, recouvrant une récession de 3,9 % pour les pays à haut revenu et une croissance de 6,6 % pour l'Asie de l'est – il faut faire des sacrifices. Ceux qui doivent participer à cet effort sont clairement désignés ! Par exemple, parmi les dix mesures de « rigueur » imposées à la Grèce, on reconnaît facilement la patte du FMI dont l'efficacité a si bien été démontrée dans le passé, on trouve entre autres la baisse de 32 % du salaire minimum pour les moins de 25 ans, la suppression de nombreux postes de fonctionnaires et la diminution de 10 % de leur rémunération et la coupe des retraites, sans oublier, bien entendu, un lourd programme de privatisation qui devrait dépasser 1,3 milliard d'euros. Mais, entend-on *mezzo voce*, s'il faut saigner les peuples pour les « sauver », on se doit d'être inflexible ! Cependant, hors satisfaire les propriétaires du capital, qu'en est-il au plan macroéconomique ? Le mieux, pour ne pas risquer les reproches de choisir les mauvais indicateurs ou les analyses partisans, donnons-en quatre fournies, révérence gardée, par la Commission européenne. La demande intérieure de la zone euro est passée, en monnaie constante 2005, de 8 471 milliards d'euros en 2008 à 8 245 milliards en 2012, beau résultat pour les chœurs de la croissance. Qu'en est-il pour le revenu des ménages ? Toujours en euros constants 2005, le revenu national brut par habitant – on sait qu'il ne reflète pas les inégalités qui, elles, augmentent – est passé sur la même période de 26 477 € à 25 716 € ; il s'agit sans doute, pour a coquilleles fanatiques du marché, d'une relance par la demande. Troisième critère, l'emploi qui baisse pour la zone euro de 149,5 millions à 145,8 millions ; selon le vieux dicton qui se voudrait aphorisme et sert beaucoup en coulisse aujourd'hui, on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs ! Les œufs en question sont, bien entendu, les chômeurs dont le nombre enregistre un accroissement considérable de 5,5 millions en 5 ans pour atteindre, dans la zone euro, plus de 17 millions d'êtres humains en 2012.

Servir les intérêts des privilégiés ne relève ni de l'ellipse ni d'un jargon subversif ; c'est bien la réalité que décrivent de nombreuses études. S'agissant de l'impôt sur les bénéficiaires, en particulier des transnationales, impôt qui doit figurer parmi les tout premiers instruments de justice fiscale, il n'en est rien, comme on pouvait le redouter. Au sein de l'Union européenne, le taux nominal de cet impôt est passé, en moyenne, de 39 % en 1993 à 23 % en 2010. Pour autant, cette moyenne ne reflète guère les profondes disparités entre petites et grandes entreprises – celles-ci génèrent la majeure partie des profits –, le Conseil des prélèvements obligatoires, en France, fait observer que, en 2010, le taux effectif moyen d'imposition sur les bénéficiaires des petites et moyennes entreprises était de 22 % contre 8 % pour les entreprises du CAC 40, sachant que cette moyenne comporte, par exemple, le groupe Total qui n'a rien payé pendant plusieurs années.

On est là au cœur de la question posée à propos de la dette publique : ce n'est pas l'excès de dépenses publiques qui est à l'origine de cette dette mais bien l'insuffisance des recettes, obtenues sur les revenus directs et indirectes du capital. L'instrument statistique de la Commission européenne – peu suspecte de tropisme anti-entreprises – publie la version 2012 de son *Taxation trends in the European Union*, on constatera, notamment, le détail de ce qui est indiqué ici. On peut aussi, si on veut alléger l'examen des près de 300 pages de l'étude Eurostat, se reporter à la présentation synthétique que fait Michel Husson du phénomène. A partir d'une large étude de la société internationale d'audit KPMG, bien installée, avec ses quelque 23 milliards de chiffre d'affaires, dans le capitalisme mondial, il en fait une présentation saisissante dans « La baisse tendancielle des impôts sur les sociétés ». On remarquera, par exemple, que l'Allemagne qui est montrée en exemple au sein de l'Union européenne, si elle a « su » baisser les salaires de sa main d'œuvre pour inonder les marchés, européen en premier lieu et mondial, n'a pas oublié de baisser fortement son impôt sur les bénéficiaires, pour prendre la première place de l'Union dans ce dramatique championnat, avec une baisse de 22,2 % entre 2000 et 2010. On notera aussi que sur les 80 pays objet de l'étude, 25 et non des moindres, présentent un taux de 20 % ou moins et jusqu'à 0 % pour quelques sites paradisiaques !

Ces observations sont corroborées par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui publie chaque année un *World investment report*. Contrairement à la légende de la concurrence qui serait l'instrument privilégié d'une économie de bien être, les 250 pages du rapport 2011 montrent au contraire la concentration continue du capital. C'est particulièrement vrai pour les 50 premières transnationales financières dont le total d'actifs s'élevait, en 2009, à 52 000 milliards de dollars, un chiffre équivalent à 93 % du produit brut mondial de la même année. Dix ans plus tôt, ce même groupe des 50 transnationales financières, dont les noms n'étaient pas tout à fait les mêmes, cette comparaison avec le PIB de l'époque était de 80 %. Le rapport n'indique pas le montant total des bénéficiaires des transnationales, en revanche, il fournit quelques indications parcellaires qui laissent songeur. Ainsi, l'investissement direct à l'étranger (IDE), outil complémentaire à la spéculation financière du capitalisme, est éloquent. 15 des 100 premières transnationales non financières montrent, pour 2010, que la part à laquelle il a contribué dans le bénéfice d'exploitation (qui n'est pas, il est vrai, le profit net officiel) du groupe, va de 19 % pour BASF et Nestlé, les moins chanceuses, à 91 % pour le groupe minier Anglo American qui affichait, en 2011, un bénéfice officiel de plus 11 milliards de dollars. Quand on sait que le commerce intra-groupe, que les IDE vont favoriser, représente plus de 60 % du commerce mondial, on mesure combien, au delà de la sous-taxation des profits, les bénéfices globaux peuvent être sous-estimés. Il suffit de rappeler à cet égard que le groupe français Total, n'a pas payé d'impôt sur les sociétés entre 2002 et 2008 pour les quelque 80 milliards € de bénéfices réalisés ; et ce, légalement, grâce notamment aux prix de transfert que permettent le commerce de biens et services à l'intérieur du même groupe, à la seule discrétion de celui-ci. La CNUCED avertit qu'avec 6 100 traités bilatéraux, et les mécanismes complexes de règlement des conflits, c'est « *too big and complex* », les gouvernements ne peuvent pas contrôler les opérations. Mais alors que faire ? Rester soumis à ces 150 transnationales et à leurs propriétaires (peu ou prou les moins de 100 000 ultra-riches qui, pour chacun d'eux, possèdent des avoirs financiers au moins égal à 30 millions de dollars) ? Ils

décident de tout, particulièrement de la fiscalité continûment allégée pour les riches provoquant ainsi l'insuffisance des ressources publiques qui vont entraîner le recours aux marchés financiers (alimentés par les mêmes) pour abonder cette fameuse dette publique.

C'est bien d'une insurrection morale et intellectuelle dont il s'agit ; il faut, en effet, se dégager de cette idéologie dominante qui imprègne tout et qui voudrait que tout soit consacré « marchandise » et alors offert au « Marché » qui, bien mieux que les peuples, saura décréter ce qui convient à tous. La Grèce d'aujourd'hui n'a pas pu encore, contrairement à ce que narraient leurs ancêtres, capturer et enfermer ce Minotaure moderne. Ce sont, nous les peuples, européens d'abord, qui devons prendre la place d'Ariane pour parvenir à anéantir le monstre. Ne nous y trompons pas, le capitalisme est encore beaucoup plus imaginatif que Dédale pour inventer des labyrinthes qu'il imagine inextricables ! Son fil, à lui, c'est la compétition ; imposons la coopération.

Mais c'est aussi d'une insurrection politique citoyenne dont l'Europe a besoin pour imposer cette coopération. Et cela de manière urgente, tant l'allégeance des institutions européennes et des gouvernements est allée loin dans l'acceptation et l'accompagnement des exigences de la finance mondiale. À l'heure où personne ne sait comment on va sortir du chaos dans lequel celle-ci a plongé presque toutes les économies, les propositions hétérodoxes ne sont pas encore suffisamment convergentes. En effet, certains prônent la sortie individuelle de l'euro, d'autres préfèrent refuser collectivement d'appliquer l'austérité inscrite dans le Pacte budgétaire. Le rôle que doit jouer la Banque centrale européenne est également en débat : doit-elle ou non financer directement les déficits publics ? Pourquoi le Mécanisme européen de stabilité n'aura-t-il pas le statut de banque publique ? Comment annuler les dettes illégitimes ? Autant de questions, parmi bien d'autres, que les documents de ce dossier passent en revue.

Jacques Cossart  
Économiste